LE 31 OCTOBRE 2026

Le mouvement lycéen d'aujourd'hui… au regard de la consultation des lycéens de 1998

« Le mouvement actuel est une réaction légitime face à une École qui fragilise les personnes alors qu'elle devrait leur fournir un cadre sécurisant et une promesse d'avenir. »'

AEF info : En 1998, le ministre de l'Éducation nationale Claude Allègre vous avait confié l'organisation d'une vaste consultation des lycéens sur l'organisation du lycée. Les résultats étaient-ils différents de la consultation qui vient de s'achever ?
Philippe Meirieu : La démarche était sensiblement différente. La consultation de 1998, qui ne visait pas seulement les lycéens mais aussi les enseignants et les établissements, a été organisée en amont d'une réforme. Le ministère s'interrogeait alors sur l'organisation du lycée en filières (littéraire, scientifique, économique…) et certains proposaient déjà une différenciation plus forte des parcours dès la classe de première, à la manière de ce que fera plus tard Jean-Michel Blanquer. De plus, la consultation s'est effectuée à travers des questionnaires individuels, mais aussi des réflexions collectives au sein des établissements et par académie. Globalement, les lycéens y ont exprimé leur attachement au groupe classe – comme cadre sécurisant – et aux filières comme principes structurants de leur scolarité. Ces deux points ont fait alors consensus.
Pour le reste, on retrouve plusieurs éléments communs avec les résultats de la consultation actuelle : les lycéens souhaitaient déjà participer davantage au fonctionnement de leur établissement et réclamaient des instances de concertation, une demande qui avait abouti à la création des conseils de vie lycéenne (CVL). Autres similitudes : le souhait d'avoir un meilleur équilibre entre leur travail scolaire et leurs investissements personnels dans le sport, la culture, la vie associative… ce qui nous avait fait proposer la limitation du temps consacré à l'école à 35 heures par semaine. La question du bâti scolaire était moins présente, sous doute parce que les établissements étaient moins dégradés, mais les lycéens demandaient néanmoins la relance de foyers socio-éducatifs sous leur responsabilité et, comme aujourd'hui, des sanitaires en bon état, par respect pour la dignité de chacun.

AEF info : Quelles sont les spécificités du mouvement actuel ?
Philippe Meirieu : Ce qui me frappe, c'est la quasi-absence de revendications portant sur les pratiques pédagogiques. La question de la nature des évaluations ou celle de l'accompagnement du travail personnel ne sont pratiquement pas abordées. Or, à l'inverse et sans doute en raison des questions que nous avions posées, la consultation de 1998 avait fait émerger des demandes précises : moins de cours magistraux, plus

de suivi et d'aides méthodologiques, plus de débats et d'articulation avec le monde. C'est pourquoi nous avions mis en place, dans la foulée, l'aide individualisée en seconde, les Travaux Personnels Encadrés en première et terminale ainsi que des temps d'Éducation civique, juridique et sociale.
Je crois que les lycéens d'aujourd'hui sont confrontés à des problèmes matériels lourds et à des questions urgentes comme l'absence d'enseignants et le couperet de Parcoursup. Ils sont donc bien plus dans la réactivité. Ils réclament légitimement des conditions de scolarité dignes et une plus grande équité entre les territoires et les établissements.
En réalité, ce mouvement ne me surprend pas. Tout ce qui se passe était tout à fait prévisible. D'une part, les réformes éducatives menées depuis 10 ans sont allées à rebours des besoins exprimés dans la consultation de 1998, notamment avec la disparition des filières. D'autre part, les limites de la réforme du lycée engagée sous Jean-Michel Blanquer sont identifiées depuis sept ou huit ans déjà : c'est la quasi-disparition des classes, le baccalauréat transformé en « examen continu » articulé à un système d'orientation opaque, une scolarité bien plus complexe et inquiétante! Les critiques exprimées aujourd'hui ne sont pas nouvelles.

AEF info : Qu'est-ce que ce mouvement lycéen actuel révèle de l'état du système éducatif ?
Philippe Meirieu : Il révèle d'abord un déficit d'accompagnement des élèves. Les enseignants eux-mêmes constatent que l'éclatement des groupes et des parcours a considérablement réduit les possibilités de suivi des élèves. Les professeurs principaux peinent désormais à exercer leur mission. Notre système éducatif ressemble à self-service anonyme qui fragilise les lycéens. Le fonctionnement de Parcoursup participe également à cette déstabilisation. Le fait de ne pas hiérarchiser les vœux, par exemple, place les jeunes face à situation déstructurante, car ils auraient besoin, au contraire, d'être aidés pour identifier des priorités et guider ainsi leurs investissements.
Je regrette surtout que les pouvoirs publics n'aient pas davantage écouté les alertes formulées depuis longtemps par les lycéens et par de nombreux acteurs de l'éducation. Les jeunes d'aujourd'hui vivent dans un contexte beaucoup plus incertain qu'à la fin des années 1990. Les inquiétudes liées à un futur incertain, aux crises successives et aux perspectives professionnelles pèsent fortement sur eux. Dans ce contexte, je crois qu'on a sous-estimé leur angoisse face à l'avenir. Là où le système scolaire devrait leur apporter un cadre sécurisant, un accompagnement solide, il accentue au contraire leurs incertitudes et les fragilise. Alors qu'il devrait incarner pour eux une promesse d'avenir, il ne représente plus qu'un système de tri incompréhensible.